

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 18

6 janvier 2009

SOMMAIRE

Abralux S.A.	823	Holdmar Holding S.A.	833
AJO Industrie S. à r.l.	821	IGB Klimaschutz-Portfolio	826
Allco LPG (Luxembourg) no 1 S.à r.l.	835	ILDAN International S.à r.l.	860
Amanda Management Company S.A.	859	IMPC Selection S.A.	832
A.M.P. S.A.	834	KEY SAFETY SYSTEMS Luxembourg	
Apollina S. à r.l.	828	S.à.r.l.	821
Aquila Invest S.à r.l.	825	Keystone Asset Management S.A.	829
Automat' Services	829	Kulczyk Investment House S.A.	862
Babcock & Brown Reif Investment 1 S.à r.l.		Kulczyk Investment S.A.	862
.....	830	LBPOL William II S.à.r.l.	831
Babcock & Brown Reif Investment 2 S.à r.l.		LBREP II LBP S.à r.l.	860
.....	819	LBREP II Lion S.à r.l.	860
Babcock & Brown Romanina 2 S.à r.l.	830	Lefevre Lux	820
Babcock & Brown Romanina S.à r.l.	831	Les Jardins de la Musique	824
BHF-BANK International	818	Lux Studio S.A.	854
BUREAU IMMOBILIER CHRISTIAN		Magfin S.A.	833
JEANPAUL S.à.r.l.	825	Multiplex Luxembourg Holding S.à r.l. ...	835
Checkfree Solutions S.A.	825	MVM Lux Sicav	835
ColTour S.à r.l.	818	MVM Sicav	835
Colyzeo Finance S.à r.l.	828	Naralux S.A.	832
Compagnie Holding d'Investissement des		Novelia Senior Services S.A.	827
Indes Occidentales S.A.	819	Pinnacle Investments Holding S.A.	833
Costasol Properties S.A.	864	Plemont Industries Holding S.à.r.l.	864
DuPont International (Luxembourg)		Porter International S.à.r.l.	864
S.C.A.	822	Prestige Euro-Trading S.A.	819
DuPont International (Luxembourg)		Promotions Générales Luxembourg S.A.	
S.C.A.	834	829
Espen Immobilière S.à r.l.	828	Rembrandt II S.à r.l.	826
Eurest Luxembourg S.A.	831	Slad S.A.	822
Euro Quality System International	820	Spectra Participations S.A.	858
Eurosys	823	Station Service Durand S.à.r.l.	820
Even Investments S.à r.l.	818	Théola S.à r.l.	834
FR Acquisition Holding Corporation (Lu-		Tribune S.A.	824
xembourg), S. à r.l.	821	Ulysses Finance S.à r.l.	827
Geoholding	824	Val Participations S.A.	823
Gepeto Sàrl	830	Zouk SOL S.à r.l.	826
Hellas Participations (Luxembourg) S.A.			
.....	822		

Even Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.113.100,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 115.994.

Les soussignés,

M. Timothy Curt, Gérant de Classe A

Mme Tara O'Neill, Gérante de Classe A

Mme Ute Bräuer, Gérante de Classe A

Mme Bénédicte Herlinvaux, Gérante de Classe B

M. David Barker, Gérant de Classe B

Mme Danièle Arendt-Michels, Gérante de Classe B

représentant l'intégralité du conseil de gérance de la Société sus-désignée,

notifient par la présente au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg de prendre acte que la gérante de Classe A Mme Ute Bräuer a transféré son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et de procéder concomitamment à cette notification à la modification du registre de la Société.

Fait à Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Mme Danièle Arendt-Michels

Gérante de Classe B

Référence de publication: 2008156036/7978/24.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01937. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

BHF-BANK International, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 10.008.

Berichtigung unserer am 02.12.2008 deponierten Anzeige Ref.: L080177177.05

Herr Steies Roland, Berufsadresse: 534, rue de Neudorf in L-2220 Luxembourg ist als Directeur - Délégué à la gestion journalière seit dem 01.01.2006 ernannt.

BHF-BANK International

Thomas Kruse / Roland Steies

Directeur / Directeur

Référence de publication: 2008156248/2454/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX03975. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

ColTour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.630,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 125.850.

Suivant décision du gérant, en date du 30 octobre 2008, le siège social de la société a été transféré du 1, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008156227/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02243. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Babcock & Brown Reif Investment 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.100.000,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 114.025.

—
Extrait suite aux changements de gérants

Par la résolution des actionnaires du 31 octobre 2008, les associés ont décidé:

- d'accepter la démission de Christian Terberger, né le 27 octobre 1953 à Frankfurt/Main en Allemagne domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société;
- de nommer Mark Dunstan, né le 11 février 1962 à Melbourne en Australie domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Caroline BONALD / Yves ELSEN
Manager / Manager

Référence de publication: 2008156078/8106/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07855. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080184426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Prestige Euro-Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 55.263.

—
*Extrait des résolutions prises
par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 novembre 2008*

1. Monsieur Ronny MONTEREAU, demeurant Avenue des Pins - Villa la Vigie F-83380 LES ISSAMBRES est nommé délégué à la gestion journalière avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013. Il pourra engager la société par sa seule signature.

Pour extrait conforme
Ilic Fabbri
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008156075/792/17.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01902. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080184469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Compagnie Holding d'Investissement des Indes Occidentales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 78.908.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 septembre 2008 que:

- Monsieur Riccardo MORALDI, actuellement administrateur, a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Suite à un changement d'adresse:

- MAYFAYR TRUST Sàrl, commissaire aux comptes, est domicilié au 1, rue de Glacis, L-1628 Luxembourg.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

Pour extrait conforme.

Signature

Référence de publication: 2008156488/5878/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00031. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Lefevre Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 23, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 99.157.

Constituée par-devant Me Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 11 février 2004, acte publié au Mémorial C no 369 du 5 avril 2004.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1/12/08.

Pour LEFEVRE LUX

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2008156496/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03125. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Euro Quality System International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 115.841.

Constituée sous forme de société à responsabilité limitée en date du 21 avril 2006 par-devant Me Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, acte publié au Mémorial C no 1289 du 4 juillet 2006.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/11/08.

Pour EURO QUALITY SYSTEM INTERNATIONAL

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008156497/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03112. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Station Service Durand S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 214, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 51.532.

Constituée par-devant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 30 juin 1995, acte publié au Mémorial C no 469 du 20 septembre 1995, modifiée par-devant le même notaire, en date du 19 novembre 1996, acte publié au Mémorial C no 70 du 14 février 1997, modifiée par acte sous seing privé en date du 10 octobre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C no 315 du 26 février 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *STATION SERVICE DURAND S.à r.l.*

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2008156483/1261/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03150. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080185108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

FR Acquisition Holding Corporation (Luxembourg), S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 133.623.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société, en date du 14 janvier 2008 que les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société avec effet au 14 janvier 2008, et ce pour une durée indéterminée:

- M. Peter Bland, né le 29 décembre 1967 à Sheffield, Grande-Bretagne, avec adresse au 4, Tapton Park Mount, Ranmoor, Sheffield, S10 3FB, Grande-Bretagne, gérant de classe A; et

- M. James Hart, né le 4 septembre 1972 à North Ferriby, Grande-Bretagne, avec adresse au 14, Langthwaite Close Brough, North Humberside, HU15 1TH, Grande-Bretagne, gérant de classe B.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156521/2460/20.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04685. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080185124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

KEY SAFETY SYSTEMS Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 93.789.

—
Il résulte des décisions de l'associé unique prises en date du 21 novembre 2008 que:
le siège social de la société est transféré du 22 Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach avec effet au 21 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *Key Safety Systems Luxembourg S.à r.l.*

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008156519/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00569. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080184624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

AJO Industrie S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3429 Dudelange, 90, route de Burange.

R.C.S. Luxembourg B 115.876.

—
Constituée sous forme de société à responsabilité limitée en date du 7 avril 2006 par-devant Me Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, acte publié au Mémorial C no 1'310 du 6 juillet 2006.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/11/08.
Pour AJO INDUSTRIE S.à.r.l.
INTERFIDUCIAIRE S.A.
Signature

Référence de publication: 2008156498/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03114. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Slad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.496.

Extrait de l'assemblée générale de l'actionnaire unique tenue à Luxembourg le 29 juillet 2008

- l'assemblée générale a pris acte de la démission de Madame Christine CAVIER, demeurant à L-7565 Mersch, 37, rue Emmanuel SERVAIS, de ses fonctions d'administrateur unique avec effet au 29 juillet 2008 et

- a décidé de nommer Monsieur Patrick DELCOURT, né le 11 octobre 1962 à Versailles (France), demeurant F-54130 Dommartemont, 48-50 Chemin d'Amance, comme administrateur unique de la Société, avec effet au 29 juillet 2008, pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes clos au 31 décembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156535/280/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07113. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Hellas Participations (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 600.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.169.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle de la société tenue en date du 27 novembre 2008

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de renouveler le mandat de la société commissaire aux comptes OPTIO EXPERT-COMPTABLE ET FISCAL Sarl, établie et ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 97.326 et ce jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156536/280/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03585. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

DuPont International (Luxembourg) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 375.410,00.

Siège social: Contern,

R.C.S. Luxembourg B 78.109.

—
EXTRAIT

M. Pierre Kreitz a démissionné de ses fonctions de membre du comité de surveillance de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2008.

Mme Agnes Ermel, demeurant au 24 Um Goldbierchen, L-5720 Aspelt (Luxembourg), née le 23 août 1965 à Bad Hombrug (Allemagne), a été nommée en remplacement de M. Pierre Kreitz. Mme Ermel finira le mandat de 6 ans de son prédécesseur qui s'achèvera en septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008156425/260/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04256. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080184709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Val Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 64.890.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 3 décembre 2008

Monsieur Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Pietro LONGO, démissionnaire, dont il achèvera le mandat qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

pour extrait sincère et conforme

VAL PARTICIPATIONS S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008156412/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04359. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080185396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Abralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4222 Esch-sur-Alzette, 195-197, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.698.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le ... 2008.

Pour compte de ABRALUX S.A.

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2008156437/752/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04890. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080185093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Eurosys, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4989 Sanem, 7, rue Albert Simon.

R.C.S. Luxembourg B 41.102.

—
Constituée par-devant Me Gérard LECUIT notaire de résidence à Mersch, en date du 24 juillet 1992, acte publié au Mémorial C no. 560 du 01 décembre 1992, modifiée par le même notaire en date du 03 avril 1997, acte publié au Mémorial C no. 381 du 16 juillet 1997, modifiée par le même notaire en date du 14 février 2002, acte publié au Mémorial C no. 895 du 12 juin 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

Pour EUROSYS
Interfiduciaire S.A.
Signature

Référence de publication: 2008156482/1261/19.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03070. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Geoholding, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 38.176.

Constituée par-devant Me Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 19 décembre 1991, acte publié au Mémorial C no 114 du 31 mars 1992, modifiée par acte sous seing privé en date du 10 août 2001, avis afférent publié au Mémorial C no 243 du 13 février 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme
Pour GEOHOLDING S.A.
Interfiduciaire S.A.
Signature

Référence de publication: 2008156486/1261/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04397. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Tribune S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.853.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 3 décembre 2008

M. Xavier SOULARD, administrateur de société, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Pietro LONGO, démissionnaire, dont il achèvera le mandat qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2013.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme
TRIBUNE S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008156408/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04356. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Les Jardins de la Musique, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 163, rue de Cents.

R.C.S. Luxembourg B 58.994.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le ... 2008.

Pour compte de Les Jardins de la Musique Sàrl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2008156438/752/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04869. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

BUREAU IMMOBILIER CHRISTIAN JEANPAUL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5670 Altwies, 16, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 129.779.

Les documents de clôture de l'année 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le ... novembre 2008.

Pour BUREAU IMMOBILIER CHRISTIAN JEANPAUL S.à r.l.

Arend & Partners S.à r.l., Mersch

Signature

Référence de publication: 2008156439/568/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01290. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Checkfree Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.879.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue par voie de circulaire

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la société CheckFree Solutions S.A. tenue par voie de circulaire:

Première résolution

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de révoquer à compter du 1^{er} septembre 2008, Monsieur Mark, Stanley, CAPPELL en tant que "Directeur Général" de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156335/1729/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05935. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Aquila Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 94.563.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert signé en date du 4 novembre 2008, que les parts sociales de la société, de EUR 100,- chacune, sont désormais réparties comme suit:

Désignation des associés	Nombre de parts
Marcello Izzo, Via Olbia, 10, Pomigliano d'Arco - 80038 Italie	125
Total	125

Luxembourg, 19 novembre 2008.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008156507/724/19.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09883. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Zouk SOL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 141.518.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 3 décembre 2008 avec effet au 7 novembre 2008

La soussignée Zouk Solar Opportunities Limited, siège social au 22 Grenville Street, St. Helier, JE4 8PX, Jersey, Channel Island, en tant qu'associée unique de la "Société" a pris les résolutions suivantes:

- 1) La révocation de Monsieur Charles Etonde, avec effet au 7 novembre 2008, en sa qualité de gérant est décidée.
- 2) Il est décidé de ne pas pourvoir au remplacement de Monsieur Charles Etonde.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Zouk SOL S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156522/1649/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04669. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Rembrandt II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.389.950,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 88.972.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 21 novembre que:

- Le mandat de John McCarthy en tant que gérant unique de la société, avec adresse au 25 Bank Street, E14 5LE London, United Kingdom, est renouvelé pour une période d'un an, soit jusqu'à la prochaine Assemblée de 2009.

Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008156501/724/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX04967. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

IGB Klimaschutz-Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.724.

—
Changement de siège social de la société

Le siège social de la société a été transféré au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Extrait des résolutions prises suite à la résolution circulaire du 9 septembre 2008

1. Acceptation de la démission du Dr André Von Moos de ses fonctions d'administrateur avec adresse professionnelle au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet au 9 septembre 2008.

2. Cooptation en son remplacement du Dr Michael Nawrath avec adresse professionnelle au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg aux fonctions d'administrateur, avec effet au 9 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Custom House Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2008156047/2147/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04435. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Ulysses Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.300.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 132.623.

—
Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 26 novembre 2008 que SOCIETE GENERALE BANK & TRUST a transféré 5.100.487 parts sociales ordinaires à:

- ULYSSES FINANCE S.A R.L., une société constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée dans le Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 132.623.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

ULYSSES FINANCE S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2008156055/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04366. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Novelia Senior Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 19, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 69.652.

—
Extrait d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société

Il résulte d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 2 décembre 2008 que les actionnaires ont décidé de nommer M. Jean-Marc Demerdjian, né le 23 mars 1966 à Marseille, France, demeurant au 62, Allée des Vaudrans, 13012 Marseille, France, administrateur de la Société, avec effet immédiat pour une période expirant à l'assemblée générale des actionnaires appelée à se prononcer sur les comptes de la Société au 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pour Novelia Senior Services S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156054/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04357. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Colyzeo Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 102.614.

Suivant décision du gérant, en date du 30 octobre 2008, le siège social de la société a été transféré du 1, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008156228/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02056. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Apollina S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 116.330.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156353/631/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05056. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Espen Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 49.503.

Il résulte d'un acte de cession sous seing privé signé en date du 10 décembre 2008 entre les associés de la Société que Monsieur Guy WEISTROFFER, demeurant à L-3321 Berchem, 4, rue de la Montée, a cédé 80 parts sociales de la Société à la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois REAL ESTATE MARKETING S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 31.104.

Partant, les 1.500 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont réparties comme suit:

REAL ESTATE MARKETING S.à.r.l.	1.430
Guy WEISTROFFER	<u>70</u>
Total	1.500

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008156324/1040/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05500. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Automat' Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 19, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 25.598.

—
Extrait des résolutions circulaires des associés de la Société

Il résulte d'une décision de l'assemblée générale des associés de la Société en date du 2 décembre 2008 que les associés ont décidé de nommer M. Jean-Marc Demerdjian, né le 23 mars 1966 à Marseille, France, demeurant au 62, Allée des Vaudrans, 13012 Marseille, France, gérant de la Société, avec effet immédiat pour une période expirant à l'assemblée générale des associés appelée à se prononcer sur les comptes de la Société au 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pour Automat' Services
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008156050/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04330. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Keystone Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 141.487.

—
Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 28. November 2008 abgehalten am Gesellschaftssitz

Das Verwaltungsratsmitglied Georges Majerus wird von seinem Amt als Verwaltungsratsmitglied mit sofortiger Wirkung abberufen.

Zum neuen Verwaltungsratsmitglied bestellt die Versammlung Herrn François Metzler, geb. am 11.02.1943 in Luxembourg, wohnhaft in L-2630 Luxembourg, 99, route de Trèves der das Amt annimmt und bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2014 fortführt.

Luxemburg, den 28. November 2008.

Für die Versammlung
Unterschrift

Référence de publication: 2008156037/756/19.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02561. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

P.G.L., Promotions Générales Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 33.016.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMOTION GENERALES LUXEMBOURG S.A., P.G.L.
Services Généraux de Gestion S.A.
Agent domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2008156365/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05294. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Babcock & Brown Romanina 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 141.969.

—
Extrait suite aux changements de gérants

Par la résolution des actionnaires du 31 octobre 2008, les associés ont décidé:

- d'accepter la démission de Christian Terberger, né le 27 octobre 1953 à Frankfurt/Main en Allemagne domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société;
- de nommer Mark Dunstan, né le 11 février 1962 à Melbourne en Australie domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Caroline BONALD / Yves ELSEN
Manager / Manager

Référence de publication: 2008156077/8106/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07848. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Babcock & Brown Reif Investment 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.100.000,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 114.024.

—
Extrait suite aux changements de gérants

Par la résolution des actionnaires du 31 octobre 2008, les associés ont décidé:

- d'accepter la démission de Christian Terberger, né le 27 octobre 1953 à Frankfurt/Main en Allemagne domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société;
- de nommer Mark Dunstan, né le 11 février 1962 à Melbourne en Australie domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Caroline BONALD / Yves ELSEN
Manager / Manager

Référence de publication: 2008156079/8106/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07852. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Gepeto Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 58, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 109.642.

—
Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 août 2008

Suite au départ de Monsieur Carlos TAVARES SEMEDO, gérant technique de «Gepeto Sàrl», en date du 27 août 2008, les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Monsieur Mohsen CHOUCANE, né le 29 mars 1959 à Ksibet el Mediouni (Tunisie), et demeurant L-4222 ESCH-SUR-ALZETTE, 203, rue du Luxembourg, est nommé gérant technique de la société et ce, avec effet immédiat.
- 2) La société sera dorénavant valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes du gérant technique, Monsieur Mohsen CHOUCANE et du gérant administratif, Madame Fernanda PINA DE ALMEIDA.

Pour extrait conforme et sincère
Signature

Référence de publication: 2008156038/3861/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03440. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

LBPOL William II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 136.226,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.517.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Pour LBPOL William II S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008156398/8223/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05201. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Babcock & Brown Romanina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 141.326.

Extrait suite aux changements de gérants

Par la résolution des actionnaires du 31 octobre 2008, les associés ont décidé:

- d'accepter la démission de Christian Terberger, né le 27 octobre 1953 à Frankfurt/ Main en Allemagne domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société;
- de nommer Mark Dunstan, né le 11 février 1962 à Melbourne en Australie domicilié professionnellement au 4 rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

Caroline BONALD / Yves ELSÉN

Manager / Manager

Référence de publication: 2008156080/8106/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2008, réf. LSO-CW07841. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Eurest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 19, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 19.293.

Extrait d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société

Il résulte d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 2 décembre 2008 que les actionnaires ont décidé de nommer M. Jean-Marc Demerdjian, né le 23 mars 1966 à Marseille, France, demeurant au 62, Allée des Vaudrans, 1302 Marseille, France, administrateur de la Société, avec effet immédiat pour une période expirant à l'assemblée générale des actionnaires appelée à se prononcer sur les comptes de la Société au 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pour Eurest Luxembourg S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156041/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04251. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Naralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 78.753.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

NARALUX S.A.

Régis DONATI / Lorenzo GIANELLO

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008156441/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04931. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

IMPC Selection S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 95.036.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 3 novembre 2008 que:

- la démission de la société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- la nomination de la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.L. ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Pour extrait conforme, pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Pour la Société

Signature

un mandataire

Référence de publication: 2008156550/717/23.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX03967. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Holdmar Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 46.311.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 31 octobre 2008 qui a pris la résolution suivante:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et déclare que la société anonyme Holdmar Holding S.A., en liquidation, ayant son siège social 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, a définitivement cessé d'exister, même pour les besoins de la liquidation. Les livres et les documents sociaux seront conservés au dernier siège de la société pendant cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/11/08.

Signature.

Référence de publication: 2008156526/777/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01246. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Magfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 125.705.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

MAGFIN S.A.

Régis DONATI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008156444/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04930. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Pinnacle Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 30.671.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale du 7 novembre 2008

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire, tenue le 7 novembre 2008 que:

1) Le mandat des administrateurs:

- Monsieur Moustafa ACHOUR, homme d'affaires, demeurant rue Justinien, Kantari, Beyrouth, Liban, Administrateur,
- Monsieur Iyad MALAS, homme d'affaires, demeurant Immeuble Malas, rue Amin Takieddine, Tallet Al-Khayat, Beyrouth, Liban, Administrateur,

- Maître Hala FRANGIE, avocat, demeurant à Immeuble Younès, 58, avenue Sami Sohl, Beyrouth, Liban,

a été renouvelé pour une période expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2011, approuvant les comptes annuels de 2010.

2) Le mandat de la société PKF Luxembourg S.A., avec siège social au 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.951 comme commissaire aux comptes est renouvelé pour une période expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2011, approuvant les comptes annuels de 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156420/280/24.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00085. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

DuPont International (Luxembourg) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 375.410,00.

Siège social: Contern,
R.C.S. Luxembourg B 78.109.

—
EXTRAIT

M. Alan McGregor a démissionné de ses fonctions de membre du comité de surveillance de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2006.

M. Pierre Kreitz a été nommé en remplacement de M. McGregor jusqu'en septembre 21012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008156426/260/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04259. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

A.M.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 17.683.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008156411/507/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05803. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Théola S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 111.280.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 12 novembre 2008

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- L'associé unique accepte la démission de:

* Mme Claudia Schweich, née le 01/08/1979 à Arlon (Belgique), ayant son adresse professionnelle au L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes;

De ses fonctions de gérante.

- L'associé unique nomme:

* M. Thierry Grosjean né le 03/08/1975 à Metz (France), ayant son adresse professionnelle au L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes;

Aux fonctions de gérant et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Théola S.à r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008156113/6654/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04133. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Multiplex Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2422 Luxembourg, 3, rue Renért.

R.C.S. Luxembourg B 121.927.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions du 26 septembre 2008 de l'associé unique de MULTIPLEX LUXEMBOURG HOLDING S.à r.l., MULTIPLEX MALTA 2 LIMITED, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 171, Old Bakery Street, Valleta, Malta, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Malte sous le numéro C39888 que:

- il a été accepté la démission de M. John Humberstone de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 26 septembre 2008;

- il a été nommé, avec effet immédiat, en tant que nouveau gérant A de la Société, pour une durée indéterminée, M. David Collins, né le 18 juin 1970 à Melbourne, Australie, dont l'adresse professionnelle est Level 2, 40, Berkeley Square, London W1J 5AL.

Il résulte donc que le conseil de gérance de MULTIPLEX LUXEMBOURG HOLDING S.à r.l. se composera désormais comme suit:

- Monsieur Thomas Stephen Haines, en tant que gérant B de la Société;
- Monsieur Timothy Edwards, en tant que gérant B de la Société;
- Monsieur David John Newling, en tant que gérant A de la Société; et
- Monsieur David Collins, en tant que gérant A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

Pour MULTIPLEX LUXEMBOURG HOLDING S.à r.l.

Signature

Manager

Référence de publication: 2008156064/6534/30.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00708. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Allco LPG (Luxembourg) no 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.342.

MM. Cornelius Martin BECHTEL, Hugo FROMENT et Mme Virginie DOHOGNE ont démissionné de leur mandat de gérant B avec effet au 3 décembre 2008.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Pour avis sincère et conforme

Pour Allco LPG (Luxembourg) no 1 S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008156251/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04395. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**MVM Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. MVM Sicav).**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 83.256.

—
Im Jahre zweitausendundacht, am achten Dezember.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "MVM SICAV", mit Sitz in L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 83256, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde unter der Bezeichnung HPM INVEST SICAV gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 9. August 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 743 vom 10. September 2001. Die Bezeichnung wurde in MVM SICAV abgeändert und die Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des Notars Henri HELLINCKX vom 30. April 2008, welche noch nicht im Mémorial veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Thomas HASELHORST, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Protokollführerin Frau Claudia SCHMELING, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Vera AUGSDÖRFER, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigten, dem Sammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- im Mémorial C, vom 5. November 2008 und vom 21. November 2008
- in der Tageszeitung "Tageblatt" am 5. November 2008 und am 21. November 2008
- in der Tageszeitung "d'Wort" am 5. November 2008 und am 21. November 2008
- in der Börsenzeitung am 5. November 2008 und am 21. November 2008

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Namensänderung der Gesellschaft von MVM SICAV in MVM LUX SICAV.
2. Änderung der Anlagepolitik der beiden Teilfonds MVM LUX SICAV - frontrunner global und MVM LUX SICAV - frontrunner earth.
3. Generelle Ueberarbeitung der Neufassung der Satzung. Ein Entwurf der neuen Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
4. Verschiedenes.

VI.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 58.425 Aktien, anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 4. November 2008 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Namen der Gesellschaft in MVM LUX SICAV abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anlagepolitik der beiden Teilfonds MVM LUX SICAV - frontrunner global und MVM LUX SICAV - frontrunner earth abzuändern.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung der Gesellschaft wie folgt neuzufassen:

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den erschienen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als "Société d'investissement à capital variable", unter dem Namen MVM LUX SICAV ("Investmentgesellschaft") gegründet. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds ("Teilfonds") umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist Luxemburg - Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft ("Verwaltungsrat") kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Strassen verlegt werden und können Niederlassungen und

Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/ oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 20. Dezember 2002") mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 20. Dezember 2002 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) ("Gesetz vom 10. August 1915") festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

Art. 4. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung (wie in Artikel 14 Nr. 2 dieser Satzung i.V.m. dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt definiert). Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 und nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nur solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien von Artikel 14 dieser Satzung entspricht.

1. Definitionen:

a) "geregelter Markt"

* Bei einem geregelten Markt handelt es sich um einen Markt für Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 4 Nummer 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für die Finanzinstrumente, zur Änderung der Richtlinien 85/611/EWG und 93/6/EWG des Rates und der Richtlinie 2000/12/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates und zu Aufhebung der Richtlinie 93/22/EWG.

b) "Wertpapiere"

aa) Als Wertpapiere gelten:

* Aktien und andere, Aktien gleichwertige, Papiere ("Aktien"),

* Schuldverschreibungen und andere verbrieftete Schuldtitel ("Schuldtitel"),

* alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren im Sinne dieser Richtlinie durch Zeichnung oder Austausch berechtigen.

Ausgenommen sind die in Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Techniken und Instrumente.

bb) Der Begriff Wertpapier umfasst auch Optionsscheine auf Wertpapiere, sofern diese Optionsscheine zur amtlichen Notierung zugelassen oder auf anderen geregelten Märkten gehandelt werden und das zugrunde liegende Wertpapier bei Ausübung tatsächlich geliefert wird.

c) "Geldmarktinstrumente"

Als "Geldmarktinstrumente" werden Instrumente bezeichnet, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

2. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt zugelassen sind oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ("Mitgliedstaat"), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter Nr. 2 c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") erworben, die entsprechend der Richtlinie 85/611/EWG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs des Artikel 1 (2) der Richtlinie 85/611/EWG gleichgültig ob diese ihren Sitz in einem Mitgliedsstaat oder einem Drittstaat unterhalten, sofern

* diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht (derzeit die Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, die Schweiz, Hongkong, Japan und Norwegen),

* das Schutzniveau der Anteilinhaber dieser OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

* die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

* der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf;

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedsstaat der EU hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

g) abgeleitete Finanzinstrumente ("Derivate"), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter den Absätzen a), b) oder c); bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivate"), sofern

* es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne des Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäß den in seinen Gründungsunterlagen genannten Anlagezielen investieren darf,

* die Gegenpartei bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind;

* und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Investmentgesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können,

h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

* von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

* von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

* von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

* von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

3. Wobei jedoch

a) bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in andere als die unter Nr. 2 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen;

b) Optionsscheine im Sinne von Artikel 4 Nr.1 b) bb), die als Wertpapiere gelten, nur in geringem Umfang erworben werden dürfen;

c) Bewegliches und unbewegliches Vermögen erworben werden darf, das für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich ist.

4. Techniken und Instrumente

a) Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es der Investmentgesellschaft nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von ihren im Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dieser Satzung festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Investmentgesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetowert ihres Portfolios nicht überschreitet.

Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige Marktfluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Dies gilt auch für die beiden nachfolgenden Absätze.

Die Netto-Teilfondsvermögen dürfen als Teil ihrer Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen von Artikel 43 Absatz 5 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht überschreitet. Investiert der jeweilige Teilfonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 mit berücksichtigt werden.

c) Wertpapierleihe

Der jeweilige Teilfonds darf bis zu 50% der in seinem Vermögen gehaltenen Wertpapiere im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges Finanzinstitut organisiert wird, das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, bis zu dreißig Tagen verleihen, vorausgesetzt er erhält eine Sicherheit, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Leihvertrages mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Sofern der Vertrag vorsieht, dass der jeweilige Teilfonds jederzeit von seinem Recht auf Kündigung und Herausgabe der verliehenen Wertpapiere Gebrauch machen kann, so können auch mehr als 50% der im jeweiligen Teilfondsvermögen gehaltenen Wertpapiere verliehen werden.

5. Pensionsgeschäfte

Die Netto-Teilfondsvermögen dürfen an Pensionsgeschäften beteiligt werden, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Teilfonds können bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Investmentgesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Aktien jederzeit nachkommen kann.

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft für die Investmentgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre anzustreben.

Für die jeweiligen Teilfonds können geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufgenommen werden, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien der Teilfonds vertrieben werden sollen.

6. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Jeder Teilfonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften der Investmentgesellschaft bzw. ihrer Teilfonds mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

* 10% des Netto-Teilfondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe f) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist und

* 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt werden, darf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen darf. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen Obergrenzen darf die Investmentgesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des jeweiligen Teilfondsvermögens in einer Kombination aus

* von dieser Einrichtung begebenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumenten und/oder

* Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

* von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten

investieren werden.

c) Die unter Nr. 6 Buchstabe a), erster Satz dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 6 Buchstabe a), erster Satz dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen.

e) Sollten mehr als 5 % des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

f) Die unter Nr. 6 Buchstabe b) erster Satz dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens findet in den Fällen der Buchstaben c), d) und e) keine Anwendung.

g) Die unter Nr. 6 Buchstaben a) bis e) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maximal 35% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen oder Derivative bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG des Rates vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Absatz 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluss (ABl. L 193 vom 18. Juli 1983, S.1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 a) bis g) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der jeweilige Teilfonds darf kumulativ 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

h) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Anlagegrenzen können für den jeweiligen Teilfonds bis zu 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Aktien und Schuldtiteln ein und derselben Einrichtung investieren, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

* die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;

* der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und

* der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

Ob von dieser Möglichkeit Gebrauch macht wird, findet für den jeweiligen Teilfonds in dem entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

i) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Gesagten, dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung, bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten darf.

j) Es werden für die jeweiligen Teilfonds nicht mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels angelegt, es sei denn, der teilfondsspezifische Anhang zu dem Verkaufsprospekt sieht für den jeweiligen Teilfonds etwas anderes vor. Insofern die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds eine Anlage zu mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels vorsieht, finden die nachfolgenden Buchstaben j) und k) Anwendung.

k) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 (1) e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 angelegt werden.

l) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Teilfondsvermögens in andere OGA angelegt werden. In diesen Fällen müssen die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Vermögenswerte der OGAW bzw. OGA, von denen Anteile erworben werden, nicht gewahrt sein.

m) Erwirbt ein OGAW Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10% des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen und es sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Die Investmentgesellschaft bzw. ihre Teilfonds werden dabei nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

n) Es ist nicht gestattet, für die Investmentgesellschaft bzw. ihre Teilfonds, Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbundenen sind, die es ihr/ihnen ermöglicht einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

o) Weiter können für die Investmentgesellschaft bzw. ihre Teilfonds

* bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,

* bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,

* nicht mehr als 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA sowie

* nicht mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten

erworben werden.

p) Die unter Nr. 6 Buchstaben m) bis n) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung soweit es sich um

* Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften, oder von einem Drittstaat begeben oder garantiert werden;

* Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören.

* Aktien handelt, die der jeweilige Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den jeweiligen Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinngemäß Anwendung.

* Auf von einer oder von mehreren Investmentgesellschaften gehaltene Anteile am Kapital von Tochtergesellschaften, die im Niederlassungsstaat der Tochtergesellschaft lediglich und ausschließlich für diese Investmentgesellschaft oder -gesellschaften bestimmte Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf die Rücknahme von Anteilen auf Wunsch der Anteilinhaber ausüben.

7. Flüssige Mittel

Ein Teil des Netto-Teilfondsvermögens darf in flüssigen Mitteln, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen, gehalten werden.

8. Kredite und Belastungsverbote

a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstabe b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch "Back-to-Back"- Darlehen.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstaben e), g) und h) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht entgegensteht.

d) Die Teilfonds dürfen Kredite bis zu 10 % des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufnehmen, sofern es sich um Kredite handelt, die den Erwerb von Immobilien ermöglichen sollen, die für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich sind; in diesem Fall dürfen diese sowie die Kredite nach Buchstabe b) zusammen 15% des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

9. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

c) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die, zusammen mit den Krediten nach Nr. 8 Buchstabe b) dieses Artikels, 10% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens überschreiten.

10. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW"). Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGAW verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Die Aktionäre der einzubringenden Investmentgesellschaft haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Aktie an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des aufnehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Art. 7. Die Liquidation der Investmentgesellschaft

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Fondsvermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Fondsvermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Fondsvermögen unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Die Teilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 8. Die Teilfonds

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

Art. 9. Dauer der einzelnen Teilfonds. Ein oder mehrere Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich für den jeweiligen Teilfonds aus dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

Art. 10. Die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds

1. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder in einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW.

Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

* sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

* sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Beschluss des Verwaltungsrates zur Verschmelzung wird jeweils in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Aktien des einzubringenden Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen ein Teilfonds mit einem Teilfonds eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

2. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW.

Die Einbringung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft in einen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre des betroffenen Teilfonds möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

Art. 11. Die Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

1. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

* sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

* sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien in Bezug auf den zu liquidierenden Teilfonds mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 12. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds der Investmentgesellschaft ("Netto-Fondsvermögen") gemäß Artikel 14 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch vollbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei Gründung dreißigtausendneuhundertneunzig (EUR 30.990,-) dem dreitausendneuhundertneunzig (3.990) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

Art. 13. Aktien

1. Aktien sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Inhaberaktien werden nur als ganze Aktien ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen. Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Sofern Namensaktien ausgegeben werden, werden diese von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

3. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

4. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

5. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

7. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 14. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

1. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) ("Referenzwährung").

2. Der Wert einer Aktie ("Nettoinventarwert pro Aktie") lautet auf die im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung ("Teilfondswährung").

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Netto-Inventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds ("Netto-Teilfondsvermögen") an jedem im jeweiligen Anhang angegebenen Tag ("Bewertungstag") ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch beschließen, den Anteilwert am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Anteilwert an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satz 1 dieser Ziffer 4 handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbar bewerteten Tagesbasis bewertet.

d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten, Bewertungsregeln festlegt.

e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstabe a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

6. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Art. 15. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

3. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 16. Ausgabe von Aktien

1. Aktien werden jeweils am Erstausgabebetrag eines Teilfonds bzw. innerhalb der Erstausgabeperiode eines Teilfonds, zu einem bestimmten Erstausgabepreis (zuzüglich Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstelle) ausgegeben, so wie für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben. Im Anschluss an diesen Erstausgabebetrag bzw. an diese Erstausgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle ("maßgebliche Stelle"). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank ("maßgebliche Stelle").

Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche bis zu einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Namensaktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Inhaberaktien werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

Ein Zeichnungsantrag für den Erwerb von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen, den Vornamen und die Anschrift, das Geburtsdatum und den Geburtsort, den Beruf und die Staatsangehörigkeit des Aktionärs, die Anzahl der auszugebenden Aktien bzw. den zu investierenden Betrag, sowie den Namen des Teilfonds angibt und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist. Darüber hinaus muss die Art und Nummer sowie die ausstellende Behörde des amtlichen Ausweises, den der Aktionär zur Identifizierung vorgelegt hat, auf dem Zeichnungsantrag vermerkt sein sowie eine Aussage darüber, ob der Aktionär ein öffentliches Amt bekleidet. Die Richtigkeit der Angaben ist von der entgegennehmenden Stelle auf dem Zeichnungsantrag zu bestätigen.

Des Weiteren erfordert die Vollständigkeit eine Aussage darüber, dass der/ die Aktionär(-e) wirtschaftliche(-r) Berechtigter(-r) der zu investierenden und auszugebenden Aktien sind, die Bestätigung des Aktionärs/ der Aktionäre, dass es sich bei den zu investierenden Geldern nicht um Erträge aus einer/mehreren strafbaren Handlung/-en handelt. Eine Kopie des zur Identifizierung vorgelegten amtlichen Personalausweises oder Reisepasses. Diese Kopie ist mit einem Vermerk: "Wir bestätigen, dass die in dem amtlichen Ausweispapier ausgewiesene Person in Person identifiziert wurde und die vorliegende Kopie des amtlichen Ausweispapiers mit dem Original übereinstimmt." zu versehen.

3. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

Art. 17. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien

1. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, betreffend Namensaktien, und die Depotbank, betreffend Inhaberaktien, auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückstatten.

3. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

4. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat den Besitz von Aktien durch jede Person, die in den Vereinigten Staaten von Amerika ("USA") steuerpflichtig ist einschränken oder verbieten.

Als in den USA steuerpflichtige natürliche Personen werden bspw. diejenigen betrachtet, die

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten oder
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind.

Als in den USA steuerpflichtige juristische Personen werden bspw. betrachtet:

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem "Act of Congress" gegründet wurde oder
- c) ein Pensionsfund, der als US-Trust gegründet wurde.

Art. 18. Rücknahme und Umtausch von Aktien

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages ("Rücknahmepreis") zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft oder eines oder mehrerer Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Der Umtausch sämtlicher Aktien oder eines Teils der Aktien von einem Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer etwaigen Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle in Höhe von generell 1% des Nettoinventarwertes pro Aktie der zu zeichnenden Aktien, mindestens jedoch in Höhe der Differenz des Ausgabeaufschlags des Teilfonds der umzutauschenden Aktien zu dem Ausgabeaufschlag des Teilfonds, in welchen ein Umtausch erfolgt. Falls ein Umtausch von Aktien für bestimmte Teilfonds nicht möglich sein soll oder für den Fall, dass keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den betroffenen Teilfonds in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Aktienklassen angeboten werden kann auch ein Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse, innerhalb ein und desselben Teilfonds als auch von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgen. Für den Fall, dass ein Umtausch innerhalb ein und desselben Teilfonds erfolgt, wird keine Umtauschprovision erhoben.

Die Investmentgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft bzw. des Teilfonds oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint.

4. Vollständige Rücknahmeanträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeanträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle.

Ein Rücknahmeantrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeanträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank.

Ein Rücknahmeantrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückgebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeanträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis zu einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des darauf

folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Anleger vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag, an dem die Berechnung des Ausgabepreises erfolgt, in der jeweiligen Teilfondswährung. Im Fall von Namensaktien erfolgt die Auszahlung auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Inhaberaktien ergebende Spitzenbeträge werden von der Depotbank in bar ausgeglichen.

5. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen.

6. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

V. Generalversammlung

Art. 19. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 20. Einberufung

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am 4. Dienstag im Mai eines jeden Jahres um 15.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2002 abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

3. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

4. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

5. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 21. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 20. Dezember 2002, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegen-

teiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 22. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 23. Zusammensetzung

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 24. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlageausschüsse für die jeweiligen Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Art. 26. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar

oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise auf eigene Kosten übertragen.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten (mandataire salarié).

Die Verwaltungsgesellschaft zieht im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle sowie auf eigene Kosten einen Anlageberater oder Fondsmanager hinzu.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlageverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 27. Fondsmanager. Sofern die Investmentgesellschaft von Artikel 26 Absatz 1 Gebrauch macht und die Verwaltungsgesellschaft anschließend die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines solchen Fondsmanagers insbesondere in der tägliche Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds, wie sie in diesem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und in der Satzung beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft bzw. ihrer Teilfonds auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem jeweiligen Teilfonds getragen.

Art. 28. Anlageberater und Anlageausschuss. Die Verwaltungsgesellschaft oder der Fondsmanager können unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Der Anlageberater hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten beraten zu lassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die Erfüllung seiner Aufgaben einem Dritten zu übertragen. Sofern der Anlageberater seine Aufgaben mit vorheriger Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft einem Dritten übertragen hat, so hat der Anlageberater die dafür entstehenden Kosten selbst zu tragen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

Art. 29. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, oder Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 30. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im einzelnen in Artikel 38 beschrieben sind.

Art. 31. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 32. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 33. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff "persönliches Interesse", wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 34. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten

gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 35. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/sind und von der Generalversammlung ernannt wird/werden.

Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 36. Verwendung der Erträge

1. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 12 dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Re-Investition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von 10 Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

Sofern effektive Stücke ausgegeben wurden, erfolgt die Auszahlung der Ausschüttungen gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Investmentgesellschaft benannten Zahlstellen.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, insbesondere wenn, im Zusammenhang mit effektiven Stücken, kein Ertragsschein vorgelegt wurde, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft gutgeschrieben, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Art. 37. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

1. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

2. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

3. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

Art. 38. Kosten. Der jeweilige Teilfonds trägt die folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer Mehrwertsteuer.

2. Dem jeweiligen Teilfondsvermögen wird mittelbar eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet.

Soweit Teilfonds jedoch Anteile an Zielfonds erwerben,

a) Der von einer Gesellschaft verwaltet wird, die mit der Investmentgesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft der Investmentgesellschaft (sofern ernannt) durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, ider

b) Dessen Fondsmanager auch für die Investmentgesellschaft und ihrer Teilfonds die Funktion des Fondsmanagers wahrnimmt, oder

c) Der von einer Gesellschaft verwaltet wird, bei der ein oder mehrere Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates gleichzeitig Mitglieder der Geschäftsleitung bzw. des Verwaltungsrates (i) der Investmentgesellschaft, (ii) der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder (iii) einer anderen Gesellschaft, die mit der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder dem Fondsmanager der Investmentgesellschaft verbunden ist, dürfen dem jeweiligen Teilfondsvermögen keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge sowie Verwaltungsvergütungen für diese Zielfonds berechnet werden.

Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für das Fondsmanagement sowie für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der "Verwaltungsvergütung" in vorbenanntem Zusammenhang und sind deshalb mit einzubeziehen. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass der Fondsmanager seine Vergütungen für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung verkürzt.

3. Sofern ein Anlageberater vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft oder des Fondsmanagers eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Die Depotbank sowie die Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben eine in Luxemburg bankübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt. Diese Vergütungen verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

5. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

6. Der jeweilige Teilfonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des jeweiligen Teilfonds in Anteilen anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberaktien;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet. Die Depotbank erhält des Weiteren bankübliche Spesen;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Teilfondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Aktienzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des vereinfachten Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden.

i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.

j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen, der Vertriebsstellen sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;

- n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 4 der Satzung aufgenommen werden;
- o) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;
- p) Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;
- q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft bzw. einzelner Teilfonds und die Erstaussgabe von Aktien;
- r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;
- s) Kosten für Performance-Attribution;
- t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds durch national und international anerkannte Ratingagenturen.

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien werden zu Lasten des Vermögens der bei Gründung bestehenden Teilfonds über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben werden. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt pro rata auf die jeweiligen Teilfondsvermögen. Kosten, die im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds entstehen, werden zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens, dem sie zuzurechnen sind, innerhalb einer Periode von längstens fünf Jahren nach Auflegung abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 39. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 40. Depotbank

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 41. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Vorschriften für Satzungsänderungen eingehalten werden.

Art. 42. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verwiesen.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg-Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. HASELHORST, C. SCHEMLING, V. AUGSDÖRFER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2009. Relation: LAC/2008/49791. - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 19. Dezember 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2008157748/242/1078.

(080189308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Lux Studio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 2-4, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 96.258.

L'an deux mille huit, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "LUX STUDIO S.A.", une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 2-4 chemin des Douaniers, L-9647 Doncols (la "Société"), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 96.258, constituée suivant acte notarié en date du 12 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 822 du 30 mai

2002. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 20 juin 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1223 du 17 novembre 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Karine VILRET-HUOT, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Lucie POLON, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Nabil KADRI, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée " ne varietur " par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Ratification de la démission de Messieurs Lilian ECHE avec effet rétroactif au 29 octobre 2008 et Laurent BILLION en tant qu'administrateurs.

- Nomination de Messieurs Eric ANSELIN avec effet rétroactif au 29 octobre 2008 et Axel DAUCHEZ comme nouveaux administrateurs et fixation de la durée de leur mandat.

- Nomination de Monsieur Eric ANSELIN en tant qu'administrateur-délégué en remplacement de Monsieur Lilian ECHE sortant avec effet rétroactif au 29 octobre 2008.

- Ajouter des alinéas suivants après le deuxième alinéa de l'article 4 des statuts:

"Toutes les actions émises seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'actionnaire sur les actions s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat constatant cette inscription sera délivré sur demande à l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du conseil d'administration. Les signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit sous forme télécopiée.

Tout transfert d'actions sera inscrit au registre des actionnaires au moyen de la remise à la société d'un instrument de transfert convenant à la société, ou par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet, et, à chaque fois, avec la remise à la société du certificat d'actions qui s'y rapporte, s'il en a été émis. Une pareille inscription devra être signée par deux membres du conseil d'administration, ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le conseil d'administration.

Tout actionnaire devra fournir à la société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la société, la société sera autorisée à en faire mention au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la société ou à telle autre adresse inscrite au registre des actionnaires jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la société par l'actionnaire. Un actionnaire pourra, à tout moment, faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite, envoyée au siège social de la société."

- Modification de l'article 8 des statuts. " Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées par le conseil d'administration. Le président préside les réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit (8) avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas obtenu pour la réunion, les administra-

teurs convoquent à nouveau la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil d'administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'administration aura voix prépondérante.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou ailleurs seront signés par le Président."

- Modification de l'article 10 des statuts qui aura la teneur suivante:

"La société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. Toutefois, pour toutes les opérations entrant dans le cadre des activités soumises à l'autorisation préalable du Ministère des Classes Moyennes, la société devra toujours être engagée soit par la signature conjointe d'un administrateur et de la personne au nom de laquelle ladite autorisation est délivrée, soit par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière, de l'administrateur ou du président du conseil d'administration pour autant que ce signataire individuel soit détenteur de l'autorisation de commerce, sans préjudice des dispositions relatives à l'article 9 des statuts quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration."

- Mise à jour des statuts en conformité avec les nouvelles dispositions de la Loi du 25 août 2006.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de ratifier la démission de Messieurs Lilian ECHE avec effet rétroactif au 29 octobre 2008 et Laurent BILLION en tant qu'administrateurs.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer Messieurs Eric ANSELIN, employé privé, demeurant au 43, rue du chemin de fer L-7226 Helmsange avec effet rétroactif au 29 octobre 2008 et Axel DAUCHEZ, dirigeant de société, demeurant au 14 rue Saint Guillaume, 75007 Paris (France) comme nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an 2011.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prend également note de la démission de Monsieur Lilian ECHE en tant qu'administrateur-délégué et décide de nommer Monsieur Eric ANSELIN, prénommé en tant qu'administrateur-délégué avec effet rétroactif au 29 octobre 2008.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de d'ajouter les alinéas suivants après le deuxième alinéa de l'article 4 des statuts:

"Toutes les actions émises seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'actionnaire sur les actions s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat constatant cette inscription sera délivré sur demande à l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du conseil d'administration. Les signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit sous forme télécopiée.

Tout transfert d'actions sera inscrit au registre des actionnaires au moyen de la remise à la société d'un instrument de transfert convenant à la société, ou par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet, et, à chaque fois, avec la remise à la société du certificat d'actions qui s'y rapporte, s'il en a été émis. Une pareille inscription devra être signée

par deux membres du conseil d'administration, ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le conseil d'administration.

Tout actionnaire devra fournir à la société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la société, la société sera autorisée à en faire mention au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la société ou à telle autre adresse inscrite au registre des actionnaires jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la société par l'actionnaire. Un actionnaire pourra, à tout moment, faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite, envoyée au siège social de la société."

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'article 8 des statuts comme suit:

"Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées par le conseil d'administration. Le président préside les réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit (8) avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas obtenu pour la réunion, les administrateurs convoquent à nouveau la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil d'administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'administration aura voix prépondérante.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou ailleurs seront signés par le Président."

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'article 10 des statuts comme suit:

"La société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. Toutefois, pour toutes les opérations entrant dans le cadre des activités soumises à l'autorisation préalable du Ministère des Classes Moyennes, la société devra toujours être engagée soit par la signature conjointe d'un administrateur et de la personne au nom de laquelle ladite autorisation est délivrée, soit par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière, de l'administrateur ou du président du conseil d'administration pour autant que ce signataire individuel soit détenteur de l'autorisation de commerce, sans préjudice des dispositions relatives à l'article 9 des statuts quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration."

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de mettre à jour les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 25 août 2006.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 7 des statuts est modifié comme suit:

Art. 7 (premier alinéa). "La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des

actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

L'assemblée générale extraordinaire décide de supprimer la phrase "La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale." dans le deuxième alinéa de l'article 9.

L'assemblée générale extraordinaire décide de supprimer les termes "sauf toutefois que le premier exercice social commencera le jour de constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille deux" dans l'article 12 et les termes " et pour la première fois en l'an deux mille trois ", dans le premier alinéa de l'article 6 des statuts.

Les dispositions relatives au capital autorisé sont supprimées dans l'article 3 des statuts, comme la période des cinq ans pour laquelle le conseil d'administration a été autorisé à augmenter le capital souscrit est venue à expiration.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont tous signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: K. VILRET-HUOT, L. POLON, N. KADRI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 2 décembre 2008. Relation: EAC/2008/14749. Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 10 DEC. 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008157708/239/202.

(080186432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Spectra Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 120.547.

L'an deux mille huit, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SPECTRA PARTICIPATIONS S.A." (numéro d'identité 2006 22 26 421), avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 120.547, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 octobre 2006, publié au Mémorial C, numéro 2240 du 30 novembre 2006.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

qui désigne comme secrétaire Madame Miranda JANIN, employée privée, demeurant à Belvaux.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Léon RENTMEISTER, employé privé, demeurant à Dahl.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1) Mise en liquidation de la société.
- 2) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3) Nomination d'un commissaire-vérificateur.
- 4) Décharge à accorder au conseil d'administration et au commissaire aux comptes.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

La présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur Monsieur Jean-Marie SANTANDER, administrateur de sociétés, né à Boulhaut (Maroc) le 30 juillet 1951, demeurant F-13400 Aubagne, Traverse de la Sauvageonne.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat et spécialement tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise par la loi.

Le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, pour des opérations spéciales et déterminées.

Le liquidateur est dispensé de faire l'inventaire et peut s'en référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur doit signer toutes les opérations de liquidation.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer la société anonyme "ALPHA EXPERT S.A.", avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 88.567, comme commissaire-vérificateur.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge pleine et entière au conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour les travaux exécutés jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués approximativement à huit cents euros (€ 800,-), sont à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.M. WEBER, JANIN, RENTMEISTER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 2 décembre 2008. Relation: CAP/2008/3626. Reçu douze euros (12,-).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Société et Associations.

Bascharage, le 16 décembre 2008.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2008157706/236/64.

(080186682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Amanda Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.749.

Extrait des décisions prises par voie de résolution circulaire par le conseil d'administration en date du 26 août 2008

En date du 26 août 2008, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Petteri Juha Vainamo ÄNKILÄ en qualité d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration avec effet au 5 septembre 2008.

- de coopter Monsieur Petter HOFFSTRÖM, Amanda Capital Plc, Aleksanterinkatu 15 A, FI-00101 Helsinki, Finlande, en qualité d'Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 5 septembre 2008 en remplacement de Monsieur Petteri ÄNKILÄ, démissionnaire, pour une durée d'un an, jusqu'à la Prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2009.

- de coopter Monsieur Petter HOFFSTRÖM, Amanda Capital Plc, Aleksanterinkatu 15 A, FI-00101 Helsinki, Finlande, en qualité de Président du Conseil d'Administration avec effet au 5 septembre 2008 en remplacement de Monsieur Petteri ÄNKILÄ, démissionnaire, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme
Le Conseil d'Administration
Signatures

Référence de publication: 2008156543/1024/23.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00404. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

ILDAN International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.910.

Extrait de la décision des associés adoptée le 17 octobre 2008

Conformément à la cession de parts sociales du 17 octobre 2008, M. Shmuel Hershkovitz, avec adresse au 53, Fortune Bay, Inlet, Freeport, Bahamas a vendu 500 parts sociales détenues dans la Société à Ninve Jr. Inc. (Bahamas) Ltd. avec adresse au P.O. Box SS-6289. East Bay Street, Nassau, new Providence, Bahamas.

Il a été décidé d'accepter et d'approuver le nouvel associé Ninve Jr. Inc. et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme
Ildan International S.à r.l.
Stéphane HEPINEUZE
Gérant

Référence de publication: 2008156546/1084/21.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09919. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**LBREP II LBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LBREP II Lion S.à r.l.)**

Capital social: EUR 144.400,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.098.

In the year two thousand and eight, on the ninth of October.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appears:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) with a variable share capital, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number 106.232, here represented by Ms Axelle De Donker, employee, with professional address at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy established on October 6th, 2008.

The said proxy, signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "LBREP II Lion S.à r.l." (the "Company") with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number B 120.098 incorporated by a deed of the undersigned notary on August 24th, 2006, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2164, of November 20, 2006 and whose bylaws

have been lastly amended by a deed of the undersigned notary of September 19th, 2008, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is fixed at one hundred forty-four thousand four hundred Euro (EUR 144,400.-) represented by two thousand six hundred and forty-four (2,644) class B shares and three thousand one hundred and thirty-two (3,132) class D shares, all with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

III. The sole shareholder resolves to change the Company's name from "LBREP II Lion S.à r.l." into "LBREP II LBP S.à r.l."

III. The sole shareholder resolves to amend article 4 of the Company's articles of association to give it henceforth the following wording:

" **Art. 4.** The company will have the name "LBREP II LBP S.à r.l."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (€ 1,400.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille huit, le neuf octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

a comparu:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, qualifiée de société d'investissement en capital à risque à capital social variable (SICAR), ayant son siège social au 2, avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 106.232, ici représentée par Mademoiselle Axelle De Donker, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 6 octobre 2008.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination "LBREP II Lion S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au 2, Avenue de Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 120.098, constituée par acte du notaire soussigné en date du 24 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2164 en date du 20 novembre 2006, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par un acte du notaire soussigné, reçu en date du 19 septembre 2008, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à cent quarante quatre mille quatre cent Euro (€ 144,400.-) représenté par deux mille six cent quarante-quatre (2.644) parts sociales de classe B, et trois mille cent trente-deux (3.132) parts sociales de classe D, toutes d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune.

III. L'associé unique décide de changer la dénomination de la Société de "LBREP II Lion S.à r.l." en "LBREP II LBP S.à r.l."

III. L'associé unique décide ensuite de modifier l'article 4 des statuts de la Société pour lui conférer la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société a comme dénomination "LBREP II LBP S.à r.l."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille quatre cents Euros (€ 1.400,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: A. DE DONKER, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 13 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41424. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 21 OCT. 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008157809/211/92.

(080186876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

**Kulczyk Investment S.A., Société Anonyme,
(anc. Kulczyk Investment House S.A.).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 126.198.

In the year two thousand and eighth, on the eighteenth day of November.

Before Us, M^e Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held an extraordinary general meeting of the société anonyme, "Kulczyk Investment House S.A.", having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, dated on 19th March 2007, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1099 of June 8th 2007, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 126.198, (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended several times, and for the last time by deed of the undersigned notary on December 28th, 2007, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 508 of February 28th, 2008.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is L-4030 Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

The chairman appointed as secretary Miss Sophie HENRYON, private employee, whose professional address is L-4030 Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard

The meeting elected as scrutineer Mrs Maria SANTIAGO-DE SOUSA, private employee, whose professional address is L-4030 Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

The board thus constituted noted that all the shareholders representing the totality of the share capital were present or represented by proxy, as shown by an attendance list attached hereto and signed ne varietur by the shareholders or their proxies together with the members of the board.

The said list and the proxies shall remain attached to these minutes so that they may be submitted together for the formalities to be undertaken by the Registration Department.

All the shareholders present or duly represented stated that they waived the requirement for specific advance notification of the meeting and considered that they were duly convened and have received full knowledge of the agenda.

The present meeting, representing the whole company capital, is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda:

1.- Change of the corporate name of the Company from "Kulczyk Investment House S.A." into "Kulczyk Investments S.A." and subsequent amendment of article 1th of the articles of association of the Company;

2.- Any other business.

The Chairman then put the various motions to the vote and the meeting unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to change the corporate name of the Company from "Kulczyk Investment House S.A." into "Kulczyk Investments S.A.".

Second resolution

As a result of the previous resolution, article 1th of the articles of association was amended and will henceforth have the following wording:

" **Art. 1.** There exists a public company limited by shares ("société anonyme") under the name of Kulczyk Investments S.A.."

There being no further business the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-huit novembre.

Pardevant Nous, M^e Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme, "Kulczyk Investment House S.A.", avec siège social à 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 mars 2007, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations 1099 du 08 juin 2007, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ? 126.198. (la "Société")

Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant du 28 décembre 2007, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations 508 du 28 février 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

Madame la présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Sophie HENRYON, employée privée, avec adresse professionnelle à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

Le bureau ainsi constitué constate que tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents, respectivement représentés par fondés de procuration, ce qui résulte d'une liste de présence annexée aux présentes et signée ne varietur par les actionnaires respectivement leurs fondés de procuration ainsi que les membres du bureau.

Ladite liste ainsi que les procurations resteront annexées à la présente minute pour être soumises avec elle aux formalités de l'Enregistrement.

Tous les actionnaires présents ou représentés ont renoncé aux formalités de convocation préalable pour avoir reçu parfaite connaissance de l'ordre du jour de la présente assemblée.

La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les objets inscrits à l'ordre du jour comme suit:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination sociale de la Société de "Kulczyk Investment House S.A." en "Kulczyk Investments S.A." et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts;

2. - Divers.

Le Président a ensuite mis au vote les différentes propositions de résolutions et l'assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la Société de "Kulczyk Investment House S.A." en "Kulczyk Investments S.A."

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de Kulczyk Investments S.A."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants une version anglaise des statuts a été établie, à la requête des mêmes personnes il est décidé, qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Henryron, Maria Santiago, Kessler

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 26 NOV. 2008. Relation: EAC/2008/14475. Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur ff. (signé): N. Boiça.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 08 décembre 2008.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2008157797/219/105.

(080187046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Plemont Industries Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156334/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04311. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Costasol Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 53.864.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008156403/677/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04386. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Porter International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.872.500,00.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 100.025.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2008156462/50/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03897. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.